MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES
Cône Sud
Argentine, Chili, Paraguay, Uruguay

Une publication du Service Economique Régional de Buenos Aires
En collaboration avec le Service économique de Santiago
Du 19 avril au 2 mai 2024

Argentine – Excédent budgétaire au T1 2024 : un succès en demi-teinte

LE CHIFFRE A RETENIR
0,2 % du PIB
Excédent budgétaire au T1 2024

Pour la première fois depuis 2008, et sous l'administration de Javier Milei, les comptes publics de l'Argentine enregistrent un excédent budgétaire de 0,2 % du PIB (contre -0,7 % au T1 2023) et un excédent primaire de 0,6 % au cours du T1 2024, une première depuis 2008. Cette amélioration du solde budgétaire est principalement portée par la baisse de 35 % en g.a en termes réels des dépenses de l'Etat, en réduisant la majorité des postes de dépenses et avec comme principales contributions : **i) 35 % de la baisse est liée à la chute des retraites** (-35,7 % en g.a) en raison de leur système d'indexation alors que l'inflation s'est envolée (287,9 % en g.a en mars) ; elles enregistrent ainsi une perte réelle de 47 % en g.a au T1 2024, réduisant mécaniquement les charges de l'Etat ; **ii) 15 % est attribuable à la réduction des dépenses en capital** (-82,5 % en g.a) **et surtout à l'arrêt de la construction publique** le nombre de travaux publics étant passé de 2417 en 2023 à 300 sur les deux premiers mois de l'année ; **iii) 13 % aux transferts aux Provinces** (-98,4 % en g.a pour les transferts en capital et -76,3 % pour les transferts courants), ce repli des transferts étant notamment imputable à la suppression du Fonds national d'encouragement à l'enseignement (le FONID, dont les ressources étaient destinées à l'amélioration de la rémunération des enseignants dans les provinces) et du Fonds pour le renforcement fiscal de la province de Buenos Aires ; **iv) 11 % aux subventions aux énergies et transports** (-50,6 % en g.a pour l'énergie et -31,7 % pour les transports), conduisant à une envolée des prix, dès février, des transports publics (+250 % pour le bus et +169 % pour le train), et de l'électricité (jusqu'à +150 %) ; **v) 7 % aux salaires des fonctionnaires** (-19,6 % en g.a), malgré une hausse du salaire minimum de 40 % entre novembre 2023 et mars 2024, celui-ci marque une chute de 24 % en g.a. en termes réels.

Du côté des revenus, ils se sont légèrement repliés (-4,5 % en g.a) malgré une activité économique en berne (-3,2 % en février en g.a) et un resserrement de l'assiette fiscale (hausse du seuil de l'impôt sur le revenu sous l'administration précédente). La baisse des recettes a été contenue grâce à : i) la hausse de la taxe PAIS sur les transactions en devises (de 7,5% à 17,5 % sur les importations de biens, et 25 % sur les services), ii) la hausse des droits d'exportation (*retenciones*) à 15 % pour tous les biens avec quelques exceptions (33 % pour le soja, 8 % pour les hydrocarbures), et iii) la dévaluation de 54 % du taux de change officiel en décembre, qui augmente mécaniquement les recettes sur ces impôts.

Si cet excédent budgétaire est un résultat historique, il a été réalisé au prix d'une baisse du pouvoir d'achat, de l'investissement public et de l'équilibre budgétaire des Provinces. En effet, la très forte diminution des retraites en termes réels entraîne une paupérisation rapide des retraités (17,6 % des plus de 65 ans étaient sous le seuil de pauvreté selon les standards argentins fin 2023). De même la forte réduction des subventions a un fort impact sur le pouvoir d'achat des ménages **:** entre janvier et avril, les prix ont augmenté de +500 % pour le gaz, +300 % pour l'électricité et ceux de l'essence de +162 % depuis novembre. L'arrêt des travaux publics a également un impact conséquent sur l'emploi, le secteur enregistre une perte de 100 000 emplois. Enfin, la quasi-suppression des transferts discrétionnaires de l'Etat vers les Provinces pourrait remettre en cause leur équilibre budgétaire et menacer leur solvabilité face à des échéances de paiements importantes cette année (1,4 Md USD), alors que la Rioja a déjà fait défaut. **Le projet de loi fiscal, approuvé par la Chambre des députés, sera clé pour le gouvernement afin de poursuivre la consolidation budgétaire. Il doit désormais être validé par le Sénat.**

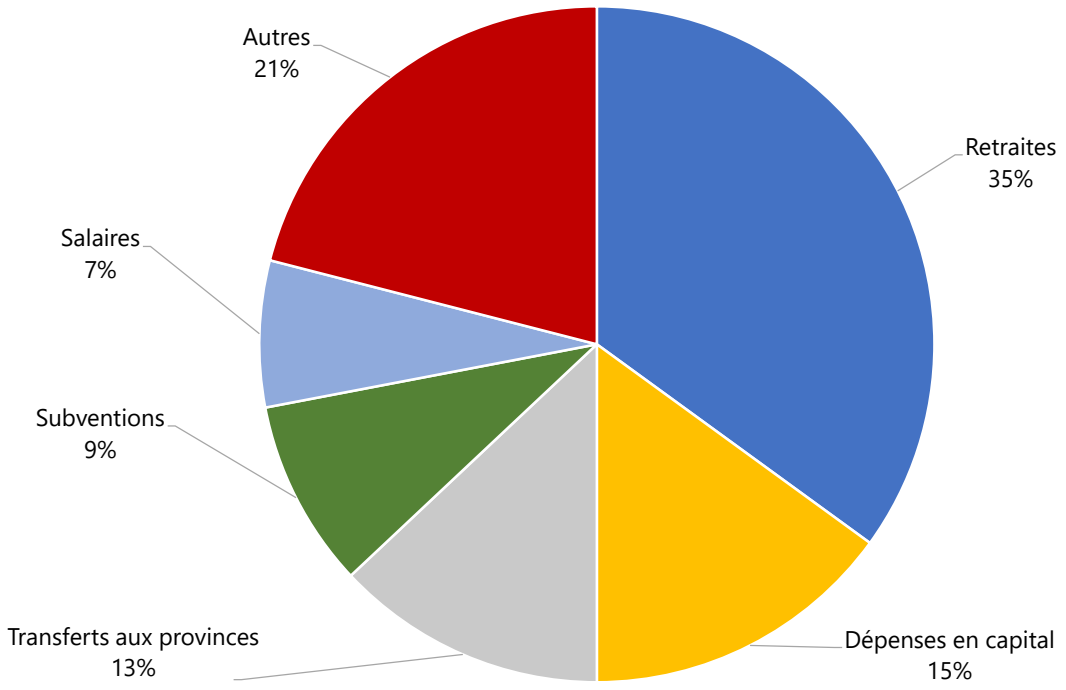
Principaux indicateurs macroéconomiques

		Argentine	Chili	Paraguay	Uruguay
Derniers chiffres annuels					
Croissance du PIB réel	2022	5,2%	2,4%	0,2%	4,9%
Inflation (fin de période)	2022	94,8%	12,8%	9,8%	8,3%
Solde budgétaire (% du PIB)	2022	-2,4%	1,1%	-3,0%	-3,4%
Dette publique (% du PIB)	2022	84,5%	38,0%	36,6%	88,9%
Solde courant (% du PIB)	2022	-0,7%	-9,0%	-5,2%	-2,5%
Dette extérieure (% du PIB)	2022	79,8%	76,4%	32,5%	85,2%
Prévisions et anticipations					
Inflation (fin de période) - Agents économiques	2024	210,2%	3,0%	4,0%	6,1%
Croissance du PIB réel - FMI	2023	-1,1%	-0,5%	4,5%	1,0%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2023	-1,6%	-0,4%	4,5%	0,8%
Croissance du PIB réel - FMI	2024	-2,8%	1,6%	3,8%	3,3%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2024	-3,5%	1,8%	4,0%	3,1%
Pour mémoire					
PIB nominal (Mds USD)	2022	512	325,3	39,6	62,4
Population (millions)	2022	46,3	19,9	7,5	3,6

Sources : FMI, Instituts statistiques nationaux, Banques centrales nationales, Our World in Data, SER Buenos Aires

Graphique de la semaine

Argentine – Incidence des postes de dépenses dans la réduction des dépenses publiques au T1 2024



Sources : Instituto Argentino de Analisis Fiscal, SER Buenos Aires

ARGENTINE

La Banque centrale baisse son taux d'intérêt directeur de 70 % à 50 %.

La banque centrale (BCRA) a baissé son taux d'intérêt directeur de 20 points en deux semaines, le portant à 50 %. Santiago Bausili, président de la BCRA a déclaré que cette décision était prise en considération d'une conjoncture favorable grâce notamment à des excédents sur le plan budgétaire (cf supra) et commercial, un ralentissement de l'inflation et une amélioration des anticipations des agents économiques. Ainsi, la BCRA maintient un taux d'intérêt réel largement négatif, poursuivant son objectif d'assainissement de son bilan en réorientant les investisseurs vers les obligations du Trésor et non plus ses passifs rémunérés (*Pases*).

En effet, si la hausse des prix a atteint son plus haut niveau au cours du premier mois du gouvernement de Javier Milei (25,5 % en g.a en décembre), consécutive à la dévaluation de 54 % du peso, elle ralentit depuis et atteint 11 % en mars. L'inflation d'avril devrait atteindre les 10 % selon les analystes et poursuivre sa trajectoire baissière. Dans son intervention à la Fundación Mediterránea, le Ministre de l'économie Luis Caputo s'est montré optimiste quant à cette trajectoire en affirmant que l'inflation de mai atteindrait un chiffre, 5,8 % d'après le Vice-président de la BCRA Vladimir Werning. De même, il s'est prononcé quant à l'importance de la baisse du taux d'intérêt pour relancer l'activité des banques étant donné le rôle primordial du crédit pour la relance économique. L'activité économique est en effet en berne, après une contraction de 1,1 % du PIB en 2023, le ralentissement se poursuit, avec une baisse de -3,2 % en g.a en février selon l'estimateur mensuel d'activité économique de l'INDEC.

Pour mémoire, depuis l'investiture de Javier Milei, la BCRA a abaissé à cinq reprises son taux d'intérêt de 133 % à 50 %. Ainsi, avec ces baisses consécutives, le rendement effectif mensuel est désormais de 4,2 %, encore en deçà du niveau d'inflation mais au-dessus du *crawling peg* mensuel de 2 % du taux de change officiel.

Chubut se positionne comme la province offrant les meilleures conditions pour le développement de l'hydrogène renouvelable en Argentine

Le 26 avril, un forum sur la « Transition énergétique et l'hydrogène vert » s'est tenu dans la ville de Comodoro Rivadavia dans la province de Chubut. L'événement, organisé par Plataforma H2 Argentina (association d'entreprises, législateurs et communauté académique) était présidé par le gouverneur Ignacio Torres, le vice-gouverneur Gustavo Menna et l'ambassadeur de l'Union européenne en Argentine, Amador Sánchez Rico. Lors de l'événement, les représentants du gouvernement provincial ont souligné les caractéristiques favorables que possède la province pour le développement de la filière hydrogène : une des meilleures ressources éoliennes au monde (facteurs de charge supérieurs à 60%, alors qu'ils oscillent selon le pays entre 20% et 35% d'après les données de Agence internationale de l'énergie en 2022), la disponibilité de terrains pour le développement de projets, l'absence de communautés proches, la disponibilité de ports dans la province et des ressources humaines de qualité (techniciens et d'ingénieurs se sont installés dans la province grâce à l'industrie pétrolière).

Les entreprises participantes, notamment les argentins CAPSA qui possèdent le seul projet en service en Argentine et Genneia qui est le premier producteur d'énergie renouvelable du pays, ainsi que les associations d'entreprises telles que la provinciale FECH (*Federación Empresaria de Chubut*) et la chambre de commerce et d'industrie allemande (AHK) ont signalé deux aspects critiques pour le développement des projets d'hydrogène renouvelable. Tout d'abord, l'absence d'une loi cadre pour la promotion de l'hydrogène, qui serait indispensable afin de donner des garanties juridiques aux investisseurs et impulser le développement du secteur. Deuxièmement, la nécessité de libéraliser le système de contrôle de changes dans le but de garantir l'accès aux devises, crucial pour le financement de ces projets qui sont à forte intensité capitalistique. Ces deux aspects relèvent de la responsabilité du gouvernent fédéral qui a entamé une réforme législative profonde à partir de la « loi omnibus » en cours d'examen au Congrès et qui travaille également à l'élaboration d'un projet de loi visant à promouvoir le secteur hydrogène. Le gouvernement a par ailleurs

annoncé que les restrictions à l'accès au dollar pourraient être enlevées -si les conditions macroéconomiques le permettent- à la mi-2024.

Enfin, les représentants de la Délégation de l'Union européenne ont souligné les initiatives développées dans le cadre de la dynamique *Team Europe*. En particulier, ils ont signalé les travaux en cours des Etats membres dans la définition d'un projet de coopération dans le secteur de l'hydrogène renouvelable, vecteur énergétique central dans le cadre de la transition énergétique et du renforcement de la sécurité énergétique de l'UE. Ce projet aurait pour objectif le renforcement du dialogue, du commerce et des investissements entre l'UE et l'Argentine dans le secteur de l'hydrogène renouvelable au travers de quatre composantes : l'appui aux entreprises à partir d'une *Task force* créée à Bruxelles, les échanges sur le cadre règlementaire avec les gouvernements locaux, l'appui institutionnel et les activités de communication.

CHILI

46ème édition du forum national des affaires ENADE

L'édition annuelle de l'ENADE (Encuentro Nacional de la Empresa), plus grand rassemblement de la communauté des affaires du Chili s'est déroulée le jeudi 25 avril à Santiago. L'événement a attiré plus de 1 400 participants (record historique) issus des secteurs public, privé et de la société civile. Le salon a été marqué par le climat de tension régnant entre le gouvernement et les dirigeants présents, lesquels lui reprochent de freiner le développement économique et l'investissement en référence aux mesures du pacte fiscal et aux questions relatives aux permis sectoriels.

Dans son discours introductif, le président Gabriel Boric a répondu en proposant aux présidents du Sénat et de la Chambre des députés un projet de « fast-track » pour accélérer le traitement des grands projets dans le pays, notamment sur les questions de délivrance des permis sectoriels. Gabriel Boric s'est par ailleurs fixé pour objectif une croissance supérieure à 2 % d'ici la fin de son mandat (+0,2 % en 2023), un taux de pauvreté à 5 % (6,5 % en juillet 2023) et de travail informel à 25 % (27,5 % des travailleurs fin 2023) ainsi qu'une production annuelle de cuivre à 6 millions de tonnes métriques (5 millions en 2023). Des objectifs relativement atteignables, qui vont dans le sens des recommandations de politique économique du FMI pour le pays.

Deux grandes inaugurations d'ENGIE et THALES dans les énergies renouvelables

Le 16 avril dernier dans la région d'Antofagasta, Engie a inauguré le site BESS[1] Coya, le plus grand site de stockage d'énergie par batteries d'Amérique latine. L'inauguration s'est déroulée en présence de Catherine MacGregor, CEO d'Engie, d'une délégation française et du président Gabriel Boric, accompagné de plusieurs ministres. Les batteries lithium fer phosphate installées vont permettre de stocker puis réinjecter l'énergie produite le jour par les plus de 360 000 panneaux photovoltaïques du site de Coya. A travers ses énergéticiens, la France s'affirme comme un acteur majeur de la transition énergétique dans le pays. Le Président Gabriel Boric a d'ailleurs rappelé que la neutralité carbone du Chili, annoncée pour 2050 et pour laquelle ce gouvernement est fortement engagé ne pourra se réaliser qu'à travers une collaboration étroite entre les secteurs publics et privés.

Le 24 avril, Thales a inauguré son radar de Sierra Barros Arana en plein désert d'Atacama à plus de 3.500 mètres d'altitude. Cette station radar pour le contrôle du trafic aérien conçue avec et opérée par la D.G.A.C. (Dirección General de Aeronáutica Civil) chilienne est la première station mondiale opérée à 100 % à l'énergie solaire grâce aux 340 panneaux photovoltaïques du site. Juan Alegría, directeur des systèmes de la DGAC a salué les *« avantages environnementaux […] remarquables et uniques » de cette « grande contribution à la*

[1] Battery Energy Storage System

sécurité aérienne dans le nord du pays, où il existe actuellement une densité élevée de trafic aérien ».

Le Chili publie son plan d'action hydrogène 2023-2030

Après une année de travail et de consultation, le ministère de l'Energie a publié, le 25 avril, le plan d'action 2023-2030 du Chili pour l'hydrogène vert. Ce plan envisage 81 actions, réparties en 18 axes de travail, avec des jalons à court et moyen terme qui permettront le déploiement de la filière hydrogène vert et de ses dérivés. Ce plan d'action a été pensé pour apporter un certain nombre de réponses aux inquiétudes soulevées par les différentes parties prenantes.

Les mesures seront mises en œuvre en deux étapes. La première, entre 2023 et 2026, définira les normes environnementales et sociales ainsi qu'un système d'attribution des permis sectoriels. Entre 2026 et 2030, la seconde étape comprendra l'aménagement du territoire et ses instruments réglementaires, le développement local, la participation des citoyens et la préparation du capital humain à la réalisation du développement de l'hydrogène vert.

PARAGUAY

De nouveaux marchés s'ouvrent pour les exportations paraguayennes.

Plusieurs produits originaires du Paraguay ont conquis de nouveaux marchés, générant des revenus importants en février 2024. Selon le rapport du Réseau d'investissement et d'exportations (Rdiex), les exportateurs locaux ont obtenu l'accès à plusieurs marchés pour leurs produits, reflétant des progrès importants en matière de qualité et de compétitivité, ainsi que de la capacité à identifier et à capitaliser de nouvelles opportunités sur le marché mondial. **Le coton** a été importé pour la première fois au Portugal, générant des recettes de 298.324 USD, reflétant la bonne qualité du produit et sa capacité à répondre aux normes européennes exigeantes. D'autre part, Porto Rico est également devenue une nouvelle destination pour le bœuf congelé avec des ventes atteignant 181.379 USD. Dans le secteur du textile, les rideaux ont été exportés vers l'Argentine pour une valeur de 76.525 USD. Les grains de coton, utilisés dans l'alimentation animale, ont également trouvé un nouveau marché à Oman, avec des ventes d'une valeur de 56.038 USD. Enfin, le parquet a été exporté pour la première fois vers le Mexique pour un montant de 56.233 USD. Concernant l'innovation, le Paraguay a exporté vers le marché uruguayen une plateforme flottante d'une valeur de 913.800 USD.

Avec les nouveaux marchés obtenus, la tendance progressive vers une plus grande diversification des produits et des marchés d'exportation du Paraguay s'accentue. La large gamme de produits innovants, dont plusieurs sont exportés vers des marchés de niche, permet au Paraguay de diversifier son économie comme alternative pour une croissance soutenable. En 2023, le pays a enregistré 43 produits locaux accédant pour la première fois à un nouveau marché dans 28 pays différents. La valeur de ces exportations en 2023 s'élève à 33 MUSD, contre 13,3 MUSD en 2022.

URUGUAY

Selon une étude partagée par la Chambre uruguayenne des technologies de l'information (CUTI), la part de l'industrie des technologies de l'information dans l'économie serait de 4,3 % du PIB.

Selon l'étude du CPA Ferrere, cabinet d'étude implanté en Uruguay, le poids de l'industrie technologique sur le PIB uruguayen en 2022 serait de l'ordre de 4,3 %, créant plus de 22.000 emplois directs et se positionnant comme l'un des cinq principaux postes d'exportations du pays. En 2022, les exportations du secteur de l'industrie technologique ont atteint 1,8 MUSD, soit 65 % de son chiffre d'affaires total (2,8 MUSD) et 85 % de ces exportations étaient à destination des États-Unis. Le modèle d'entreprise du secteur, centré sur les usines de logiciels, représente 70 % de l'activité

du secteur et 80 % des exportations. D'après le rapport, le secteur des technologies de l'information connaît une croissance rapide et sa part dans le PIB doublerait tous les dix ans. Ce secteur en pleine expansion génère quelques 50.000 emplois, en tenant compte des effets directs (secteur des technologies - 20.000 emplois), indirects (fournisseurs) et induits (consommation de la masse salariale), le plaçant parmi les secteurs les plus influents de l'économie, aux côtés de l'industrie bovine, le tourisme et l'industrie forestière. Le salaire moyen du secteur en 2022 était de 91.157 UYU (2.376,8 USD), ce qui le place au-dessus de secteurs d'activité tels que la finance et l'assurance (avec un salaire moyen de 82.092 UYU – 2.140,5 USD) et les activités professionnelles et scientifiques avec un salaire moyen de 69.284 UYU (1.806,5 USD).

L'étude met en évidence des défis importants tels que l'écart entre l'offre éducative et la demande de profils spécialisés nécessaires pour maintenir la compétitivité internationale du secteur. Ainsi, pour atteindre l'objectif de représenter 5 % du PIB d'ici 2025, le rapport recommande de : 1) aligner les efforts publics et privés pour promouvoir une évolution du modèle d'entreprise avec une plus grande composante de produits de la propriété intellectuelle ; 2) améliorer la compétitivité et l'accès aux marchés afin de consolider les bons résultats à l'avenir ; et 3) consolider les politiques et les programmes pour la formation et l'attraction des talents.

L'agence uruguayenne de promotion de l'investissement et des exportations, Uruguay XXI, a publié son rapport sur les exportations de services en 2023.

En 2023, les exportations de services ont totalisé 6,2 Mds USD, soit une augmentation de 11 % par rapport à 2022. Les ventes à l'étranger de services tels que le tourisme, les services informatiques, technologiques, professionnels, de conseil et financiers ont représenté près de 30 % des exportations totales du pays (21,3 Mds USD). La ventilation sectorielle des exportations de services révèle que les services traditionnels (tourisme et transport) représentent 50 % du total, tandis que 48 % s'expliquent par les exportations de services globaux (professionnels, informatiques, financiers, entre autres) et les 2 % restants par d'autres ventes à l'étranger non traditionnelles.

La reprise du tourisme a été l'un des principaux moteurs de la hausse des exportations de services (40 %) avec plus de 3,8 millions de visiteurs en 2023 (soit +55 % en g.a), proche du niveau historique enregistré en 2017 (3,9 millions). Les dépenses touristiques se sont élevées à 2,5 Mds USD, soit une augmentation de 39 % en g.a et de 9,0 % par rapport au niveau pré pandémique. Les exportations des technologies de l'information et de la communication (TIC) ont totalisé 1,2 Md USD en 2023, représentant 20 % des exportations de services. En revanche, les exportations de services aux entreprises (professionnels et techniques) se sont élevées à 1,3 Md USD en 2023, soit une baisse de 9 % en g.a. Les exportations de services financiers ont quant à elles augmenté de 35 %, atteignant 337 MUSD.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Ayathassen Bensaid
Service Economique Régional de Buenos Aires

Rédaction : SER de Buenos Aires, SE de Santiago

Abonnez-vous : ayathassen.bensaid@dgtresor.gouv.fr